

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1119

13 mai 2013

SOMMAIRE

7Miglia S.A.	53671	Miracema S.A.	53672
Aktiva Fonder Sicav	53671	Nelya Groupe S.A.	53667
Argentum Fonds	53676	Nord-Finance	53670
Baikal S.A., SPF	53674	Novy Capital Partners	53669
Carmeuse Holding S.A.	53673	Novy Capital Partners	53670
Datogon S.A.	53676	OMA Spf S.A.	53674
DekaBank Deutsche Girozentrale Succur- sale de Luxembourg	53682	ORDINA Luxembourg SA	53711
Deka Immobilien Luxembourg S.A.	53676	Pitcairns Finance S.A. - SPF	53667
Deka Immobilien Luxembourg S.A.	53679	Poppediño S.A.	53669
Deka International S.A.	53675	Procter & Gamble International S.à r.l. ..	53679
Deka International S.A.	53676	Procter & Gamble Luxembourg Global S.à r.l.	53676
Estate Alliance	53668	Reinvest S.A.	53666
Eurofli	53675	RO Investments S.A.	53669
FINANCIERE D'EVRY Spf S.A.	53673	Sany S.A.	53668
Foord SICAV	53693	Schilz Tortechnik	53712
GPI	53712	Séminaire Investissement S.A.	53712
H CTG S.A.	53682	SIX C-IV, société civile	53707
Imayou S.A., SPF	53666	Socfinde S.A.	53674
International Fund Management S.A.	53693	Specials Fund	53672
International Fund Management S.A.	53693	Sylvex S.A.	53666
International Wave Holding S.A. S.P.F. ..	53671	Tugata Investments S.à r.l.	53707
Interteil Investissements S.A.	53672	Vianta S.A. S.P.F.	53673
Kunst & Dekoration S.A.	53668	Wutang Holdings S.à r.l.	53683
Manima S.A.	53667	Zurich Real Estate S.A.	53670

Imayou S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.051.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 29 mai 2013 à 17:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constat du report de présentation des comptes annuels au 31 décembre 2012
2. Décharge spéciale aux Administrateurs pour leur retard dans la soumission aux Actionnaires des comptes annuels au 31 décembre 2012
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 20 novembre 2012
5. Nominations statutaires
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013060484/795/18.

Reinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 18.217.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le 03.06.2013 à 10.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013060486/18.

Sylvex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8149 Bridel, 38, Val des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 40.302.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de SYLVEX S.A. sont invités à participer à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 31 mai 2013 à 11.00 heures à l'adresse suivante: L-1445 Strassen, 7A, rue Thomas Edison, PKF Weber & Bontemps.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Rapport du réviseur du commissaire aux comptes.
3. Approbation des comptes 2012 de ELITA sàrl.
4. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012.
5. Affectation des résultats des comptes 2012.
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
7. Divers

Les documents qui seront soumis au vote de l'Assemblée générale extraordinaire peuvent être obtenus sur demande auprès de Maître Jacques-Yves HENCKES, avocat, L-1147 Luxembourg, 4, rue de l'Avenir.

Référence de publication: 2013044748/20.

Nelya Groupe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 157.839.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be exceptionally held on *May 29, 2013* at 5.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2011
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013060485/795/15.

Pitcairns Finance S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 33.106.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be exceptionally held at 163 Rue du Kiem, L-8030 Strassen on *May 21st, 2013* at 10:00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the exceptional date of the Annual General Meeting.
2. Report of the Directors on the annual accounts as at December 31st, 2012 (the "2012 Annual Accounts").
3. Report of the Statutory Auditor on the 2012 Annual Accounts.
4. Approval of the 2012 Annual Accounts.
5. Ratification of the interim dividend declared and paid out.
6. Discharge to the Directors, to the Statutory Auditor.
7. Election or re-election of Directors and of the Statutory Auditor.
8. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013050304/20.

Manima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 157.934.

Suite au report de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société, initialement prévue le lundi 13 mai 2013 à 9.30 heures, les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le vendredi *31 mai 2013* à 9.30 heures au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. approbation des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2012;
2. acceptation de la proposition d'affectation du résultat;
3. décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013052339/17.

Kunst & Dekoration S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 61.411.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 21 mai 2013 à 09:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053123/696/17.

Sany S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7-11, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 150.735.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 21 mai 2013 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053124/696/17.

Estate Alliance, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 159.126.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on 22 May 2013 at 14.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2012
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor
6. Statutory Elections

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bd.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2013056857/755/20.

Poppediño S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 156.081.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 22 mai 2013 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056865/1267/16.

RO Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 154.421.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 21 mai 2013 à 14:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056866/1267/16.

Novy Capital Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 119.283.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE

des actionnaires de la société pour l'approbation des comptes annuels de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2009 qui se tiendra au 42, rue de la Vallée, L- 2661 Luxembourg, le 22 mai 2013 à 11h30.

Ordre du jour:

1. approbation de la date de l'assemblée nonobstant la date prévue dans le statuts;
2. présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Réviseurs d'Entreprises;
3. présentation et approbation des comptes annuels pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2009;
4. affectation des résultats;
5. décharge pleine et entière à donner aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2009;
6. renouvellement du mandat du Commissaire;
7. divers.

L'attestation de Présence et Procuration dûment complétée et signée par les actionnaires souhaitant participer à l'Assemblée Générale ou y être représentés doit être envoyée par courrier au siège social de la société.

Luxembourg, le 4 mai 2013.

Le Conseil d'Administration de la Société.

Référence de publication: 2013055879/22.

Nord-Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 37.445.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 21 mai 2013 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056864/1267/16.

Zurich Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 133.394.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 21 mai 2013 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056868/1267/16.

Novy Capital Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 119.283.

Chers actionnaires vous êtes invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE

des actionnaires de la société pour l'approbation des comptes annuels de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2008 qui se tiendra au 42, rue de la Vallée, L- 2661 Luxembourg, le 22 mai 2013 à 11h00.

Ordre du jour:

1. approbation de la date de l'assemblée nonobstant la date prévue dans le statuts;
2. présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du Rapport du Commissaire;
3. présentation et approbation des comptes annuels pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2008;
4. affectation des résultats;
5. décharge à accorder aux membres du Conseil d'Administration et au Commissaire pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2008;
6. Renouvellement du mandat du Commissaire;
7. Divers.

L'attestation de Présence et Procuration dûment complétée et signée par les actionnaires souhaitant participer à l'Assemblée Générale ou y être représentés doit être envoyée par courrier au siège social de la société.

Luxembourg, le 4 mai 2013.

Le Conseil d'Administration de la Société.

Référence de publication: 2013055880/22.

International Wave Holding S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.511.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 21 mai 2013 à 09:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056862/1267/15.

7Miglia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 156.077.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 22 mai 2013 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056861/1267/16.

Aktiva Fonder Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.251.

The Board of Directors is pleased to convene the shareholders of AKTIVA FONDER SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV on 22 May 2013 at 10.45 a.m. (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the approved statutory auditor
2. Approval of the annual accounts as at 31 December 2012
3. Allocation of the results
4. Discharge to the directors
5. Renewal of the mandate of the approved statutory auditor
6. Statutory elections
7. Remuneration of directors
8. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the Sicav. Shareholders, who wish to attend the annual general meeting, are requested to inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days prior to the Meeting.

Référence de publication: 2013056852/755/23.

Miracema S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 50.351.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 22 mai 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013057633/506/16.

Interteil Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 156.970.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 22 mai 2013 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056863/1267/15.

Specials Fund, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 96.396.

The shareholders are hereby invited to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company which will be held on May 22, 2013, at 2:00 p.m., at 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg (The "Extraordinary General Meeting"), to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. To approve the interim report of the Liquidator on the results of the liquidation as at August 9, 2011 and December 27, 2012;
2. To approve the financial statements as at December 31, 2010 and December 31, 2011;
3. To approve the advances payments on liquidation proceeds.

No quorum is required for this Extraordinary General Meeting. The decisions, to be validly taken, shall be passed at the majority of the two thirds of the votes cast on the day of the Extraordinary General Meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy is available upon request at the registered office of the Company.

The interim reports of the Liquidator as at August 9, 2011 and December 27, 2012 as well as the financial statements as at December 31, 2010 and December 31, 2011 are available upon request at the registered office of the Company or by email at sylvie.dobson@bnpparibas.com.

Alter Domus Liquidation Services S.à r.l.

Acting as Liquidator of the Company

Référence de publication: 2013055177/23.

Vianta S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 9.915.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 21 mai 2013 à 17:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056867/1267/15.

FINANCIERE D'EVRY Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 34.498.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 23/05/2013 à 16.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056873/18.

Carmeuse Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 114.218.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra le 24 mai 2013 à 9 heures 45 au siège social

Ordre du jour:

Modification du paragraphe 1 de l'article 10 des statuts aux fins de lui donner la teneur suivante :

«La société est administrée par un conseil composé de trois membres ordinaires au moins et de douze membres ordinaires au plus (dont quatre indépendants au maximum) et, outre ceux-ci, d'un Administrateur Délégué.»

Le Conseil d'Administration.

Suite à la tenue de ladite Assemblée, Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire de la société qui se tiendra à 10 heures au siège social.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra le 24 mai 2013 à 10 heures au siège social

53674

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur;
2. Approbation des Etats Financiers au 31/12/2012;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux Administrateurs;
5. Décharge au Réviseur;
6. Démissions, nominations et renouvellement du mandat de certains Administrateurs;
7. Nomination du Réviseur pour l'exercice 2013;
8. Clôture.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013055174/322/29.

OMA Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 42.596.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 23/05/2013 à 16.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056874/18.

Baikal S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 13.152.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme BAIKAL S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi, 21 mai 2013 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013057636/750/15.

Socfinde S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 9.571.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 4 avenue Guillaume, à L-1650 Luxembourg, le mardi 21 mai 2013 à 16h30 avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Commissaire sur l'exercice clos le 31 décembre 2012.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
6. Divers.

Pour assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres conformément aux dispositions statutaires cinq jours au moins avant l'Assemblée, c'est-à-dire le 16 mai 2013 au plus tard, aux guichets de ING Luxembourg, 52 route d'Esch, 2965 Luxembourg.

Les propriétaires d'actions nominatives qui ont l'intention d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés d'en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée à la poste dans le même délai.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013055875/23.

Eurofli, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 27.019.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 22 mai 2013 à 10.00 heures au Siège Social pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décider de la mise en liquidation du Fonds.
2. Nomination d'un liquidateur.
3. Fixer l'agenda de la seconde assemblée générale extraordinaire.
4. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés à l'Assemblée Générale Extraordinaire devront en aviser la société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des établissements ci-après :

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Crédit Mutuel Arkéa-1, rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq Kerhuon

(et ses réseaux de distribution)

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au Registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale Extraordinaire, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Des formules de procuration sont disponibles au siège social de la société.

Les propriétaires d'actions sont informés que l'Assemblée ne sera régulièrement constituée et ne pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour que si la moitié du capital est représenté. Les résolutions pour être valables, devront réunir deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Il ne peut plus être procédé à l'émission, au rachat et à la conversion d'actions à partir de la présente publication.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013056858/755/29.

Deka International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 28.599.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre am 02.05.2013

Die Bestellung von KPMG Luxembourg Sàrl (Geschäftsadresse: 9. Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg) für das am 31. Dezember 2013 endende Geschäftsjahr wurde bereits am 5. Oktober 2012 durch die Gesellschafter beschlossen. Die

Generalversammlung beschließt am heutigen Tag die Bestellung von KPMG Luxembourg Sàrl auch für die Folgejahre bis ein gegenteiliger Beschluss erfolgt.

Luxembourg, den 2. Mai 2013.

Deka International S.A.

Rainer Mach / Gerd Kiefer

Référence de publication: 2013058644/15.

(130072211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Argentum Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Argentum Fonds modifié au 17 avril 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2013047379/11.

(130058174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Datogon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 127.767.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 02.05.2013.

Wolfgang Dürr / Philipp Graf.

Référence de publication: 2013058638/10.

(130072477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Deka Immobilien Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 131.651.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02.05.2013.

Wolfgang Dürr / Gerd Kiefer.

Référence de publication: 2013058643/10.

(130072249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Deka International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 28.599.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02.05.2013.

Holger Hildebrandt / Eugen Lehnertz.

Référence de publication: 2013058645/10.

(130072250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Procter & Gamble Luxembourg Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.875.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of April.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Procter & Gamble Eastern Europe LLC, a company incorporated and existing under the laws of the United States of America, having its registered office at One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, Ohio 45202, USA, having the Federal Identification Number 31-1311017 (the "Sole Shareholder"),

duly represented by Mr Bastien Burin, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Cincinnati, Ohio, USA, on 16 April 2013.

The said proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as aforementioned, is the sole shareholder of Procter & Gamble Luxembourg Global S.à r.l., a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of twenty-two thousand six hundred twenty-one US Dollars (USD 22,621.-), having its registered office at 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B108 875 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 21 June 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1198 of 12 November 2005. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 5 May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1769 of 3 August 2011.

The appearing party represents the whole corporate capital and has requested the notary to record the following resolutions:

First resolution

WHEREAS, the merger plan, pursuant to which the Company will be merged into Procter & Gamble International S.à r.l. by way of transfer of all assets and liabilities of the the Company to Procter & Gamble International S.à r.l. and the Company will be dissolved, has been published, in compliance with article 262 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 28 March 2013, number 750 (the "Merger Plan").

WHEREAS, in accordance with article 267 paragraph (1) of the Law, the Sole Shareholder had due knowledge of:

- the Merger Plan dated 20 March 2013, as it has been published and pursuant to which the Company will be merged into Procter & Gamble International S.à r.l. by way of transfer of all assets and liabilities of the Company to Procter & Gamble International S.à r.l. and the Company will be dissolved;
- the annual accounts and management reports of the Company for the last three (3) accounting years;
- the interim accounts of the Company as at 28 February 2013.

WHEREAS, the Sole Shareholder is fully aware of the background and terms and conditions of the Merger Plan and resolved to waive, pursuant to a resolution taken on 20 March 2013, in accordance with the provisions of article 265 (3) and 266 (5) of the Law, its right to be presented with the report drafted by a réviseur d'entreprises agréé (independent auditor) on the merger and the report drafted by the board of managers of the Company on the merger.

WHEREAS, the Sole Shareholder confirms that in accordance with article 267 of the Law, the documents listed above were at the disposal of the Sole Shareholder at the registered office of the Company at least one month prior to this meeting.

WHEREAS, upon the merger, PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. will acquire the assets and liabilities of the Company under universal succession of title (transmission universelle de patrimoine). The Merger shall be effective for accounting purposes as of 29 April 2013.

THEREFORE, the Sole Shareholder, after having reviewed the Merger Plan resolved to approve the merger and the related Merger Plan (the "Merger").

The Sole Shareholder further decides that the Merger shall be effective from an accounting perspective as of 29 April 2013.

The Sole Shareholder states that, by the contribution of all the assets and liabilities of the Company to Procter & Gamble International S.à r.l. with immediate effect, the Company ceases to exist as of the date of this meeting, in compliance with article 274 of the Law.

Second resolution

The Sole Shareholder acknowledges that the Company is the sole shareholder of PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. and that the Company will cease to exist after the Merger. Therefore, after the merger, the new shareholder of PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. will be the current shareholder of the Company and this shareholder will be allocated all the existing shares of PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. The Sole Shareholder therefore further acknowledges that no issue of shares is contemplated in connection with the Merger.

Therefore, the share capital of Procter & Gamble International S.à r.l. will be held as follows:

Thirty-seven million nine hundred and forty-four thousand three hundred and sixty (37,944,360) shares by Procter & Gamble Eastern Europe LLC, prenamed.

WHEREOF this deed is drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary declares having verified the compliance with the conditions enumerated in article 257 and following of the Law and states that the Merger has been decided in compliance with the provisions of the legal requirements.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

This deed having been read and translated to the proxyholder of the above appearing party, said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-neuf avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Procter & Gamble Eastern Europe LLC, une société constituée et existant selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, Ohio 45202, Etats-Unis d'Amérique, portant le Federal Identification Number 31-1311017 (l'«Associé Unique»);

ici représentée par Monsieur Bastien Burin, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé données à Cincinnati, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, le 16 avril 2013.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant est l'associé unique de Procter & Gamble Luxembourg Global S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de vingt-deux mille six cent vingt-et-un US Dollars (USD 22.621,-), inscrite au registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 108 875 et ayant son siège social au 26 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1198 du 12 novembre 2005. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 5 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1769 du 3 août 2011.

Le comparant représente l'intégralité du capital social et a demandé au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

ATTENDU QUE, le projet de fusion, selon lequel la Société sera absorbée par PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. par voie de transmission universelle de l'entière des actifs et passifs de la Société à PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. et la Société sera dissoute, a été publié, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 28 mars 2013, numéro 750 (le «Projet de Fusion»).

ATTENDU QUE, conformément à l'article 267, paragraphe (1) de la Loi, l'Associé Unique a pu prendre dûment connaissance:

- du projet de fusion en date du 20 mars 2013, tel qu'il a été publié et selon lequel la Société sera absorbée par PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. par voie de transmission universelle de l'entière des actifs et passifs de la Société à PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. et la Société sera dissoute;
- des comptes annuels et rapports de gestion de la Société des trois (3) derniers exercices comptables;
- des comptes intermédiaires de la Société en date du 28 février 2013;

ATTENDU QUE, l'Associé Unique a pleine connaissance du contexte et des termes et conditions du Projet de Fusion et a décidé de renoncer, conformément à une résolution prise le 20 mars 2013, conformément aux dispositions des articles 265 (3) et 266 (5) de la Loi, à son droit à ce qu'un rapport rédigé par un réviseur d'entreprises agréé sur la fusion et un rapport rédigé par le conseil de gérance de la Société lui soient communiqués.

ATTENDU QUE, l'Associé Unique confirme que conformément à l'article 267 de la Loi, les documents énumérés ci-dessus étaient à la disposition de l'Associé Unique au siège social de la Société au moins un mois avant cette assemblée.

ATTENDU QUE, suite à la fusion, PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. acquerra, par transmission universelle de patrimoine, l'entière des actifs et passifs de la Société. La fusion sera effective d'un point de vue comptable en date du 29 avril 2013.

PAR CONSEQUENT, l'Associé Unique, après avoir examiné le projet de fusion a décidé d'approuver la fusion et le projet de fusion y afférent (la «Fusion»).

L'Associé Unique décide en outre que la Fusion sera effective d'un point de vue comptable en date du 29 avril 2013.

L'Associé Unique note que, par l'apport de tous les actifs et passifs de la Société à PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l. avec effet immédiat, la Société cesse d'exister en date de cette assemblée, conformément à l'article 274 de la Loi.

Deuxième résolution

L'Associé Unique reconnaît que la Société est l'associé unique de Procter & Gamble International S.à r.l. et que la Société cessera d'exister après la Fusion. En conséquence, après la Fusion, le nouvel associé de Procter & Gamble International S.à r.l. sera l'associé actuel de la Société et ce nouvel associé se verra allouer toutes les parts sociales existantes de Procter & Gamble International S.à r.l. L'Associé Unique reconnaît qu'aucune émission de parts sociales n'est prévue en relation avec la Fusion.

Par conséquent, le capital de Procter & Gamble International S.à r.l. sera détenu comme suit:

Trente-sept millions neuf cent quarante-quatre mille trois cent soixante (37.944.360) parts sociales par Procter & Gamble Eastern Europe LLC, susmentionnée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné atteste avoir vérifié la conformité de cet acte avec les conditions énumérées à l'article 257 et suivants de la Loi et certifie que la fusion a été décidée en conformité avec les dispositions légales requises.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants prés mentionnés, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. BURIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 02 mai 2013. Relation: EAC/2013/5768. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013059005/142.

(130072402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Deka Immobilien Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 131.651.

Die Gesellschafter der Deka Immobilien Luxembourg S.A. haben am 14. November 2012 beschlossen, KPMG Luxembourg Sàrl (Geschäftsadresse: 9. Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg) zum Wirtschaftsprüfer für das am 31. Dezember 2013 endende Geschäftsjahr zu bestellen. KPMG Luxembourg Sàrl wurde bis zu einer gegenteiligen Beschlussfassung zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft ernannt.

Luxembourg, den 2. Mai 2013.

Deka Immobilien Luxembourg S.A.

Gerd Kiefer / Katja Wilbert

Référence de publication: 2013058642/14.

(130072212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Procter & Gamble International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 92.036.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of April.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

"Procter & Gamble Luxembourg Global S.à r.l.", a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with a share capital of twenty-two thousand six hundred twenty-one US Dollars (USD 22,621.-), having its registered office at 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B108 875 (the "Sole Shareholder"),

duly represented by Mr Bastien Burin, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 16 April 2013.

The said proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as aforementioned, is the sole shareholder of "PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l.", a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of one billion eight hundred ninety-seven million two hundred eighteen thousand US Dollars (USD 1,897,218,000.-), registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 92 036 and having its registered office at 26 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"),

incorporated pursuant to a notarial on 17 February 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 349 of 1 April 2003. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 5 May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1769 of 3 August 2011.

The appearing party represents the whole corporate capital and has requested the notary to record the following resolutions:

First resolution

WHEREAS, the merger plan, pursuant to which the Sole Shareholder will be merged into the Company by way of transfer of all assets and liabilities of the Sole Shareholder to the Company and the Sole Shareholder will be dissolved, has been published, in compliance with article 262 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 28 March 2013, number 750 (the "Merger Plan").

WHEREAS, in accordance with article 267 paragraph (1) of the Law, the Sole Shareholder had due knowledge of:

- the Merger Plan dated 20 March 2013, as it has been published and pursuant to which the Sole Shareholder will be merged into the Company by way of transfer of all assets and liabilities of the Sole Shareholder to the Company and the Sole Shareholder will be dissolved;

- the annual accounts and management reports of the Company for the last three (3) accounting years;

- the interim accounts of the Company as at 28 February 2013.

WHEREAS, the Sole Shareholder is fully aware of the background and terms and conditions of the Merger Plan and resolved to waive, pursuant to a resolution taken on 20 March 2013, in accordance with the provisions of article 265 (3) and 266 (5) of the Law, its right to be presented with the report drafted by a réviseur d'entreprises agréé (independent auditor) on the merger and the report drafted by the board of managers of the Company on the merger.

WHEREAS, the Sole Shareholder confirms that in accordance with article 267 of the Law, the documents listed above were at the disposal of the Sole Shareholder at the registered office of the Company at least one month prior to this meeting.

WHEREAS, upon the merger, the Company will acquire the assets and liabilities of the Sole Shareholder under universal succession of title (transmission universelle de patrimoine). The merger shall be effective for accounting purposes as of 29 April 2013.

THEREFORE, the Sole Shareholder, after having reviewed the Merger Plan resolved to approve the merger and the related Merger Plan (the "Merger").

The Sole Shareholder further decides that the Merger shall be effective from an accounting perspective as of 29 April 2013.

The Sole Shareholder states that, by the contribution of all the assets and liabilities of the Sole Shareholder to the Company with immediate effect, the Sole Shareholder ceases to exist as of the date of this meeting, in compliance with article 274 of the Law.

Second resolution

The Sole Shareholder acknowledges that it is the sole shareholder of the Company and that it will cease to exist after the Merger. Therefore, after the Merger, the new shareholder of the Company will be the current shareholder of the Sole Shareholder and this shareholder will be allocated all the existing shares of the Company. The Sole Shareholder therefore further acknowledges that no issue of shares is contemplated in connection with the Merger.

Therefore, the share capital of the Company will be held as follows:

Thirty-seven million nine hundred and forty-four thousand three hundred and sixty (37,944,360) shares by Procter & Gamble Eastern Europe LLC, a company incorporated and existing under the laws of the United States of America, having its registered office at One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, Ohio 45202, USA, having the Federal Identification Number 31-1311017.

WHEREOF this deed is drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary declares having verified the compliance with the conditions enumerated in article 257 and following of the Law and states that the Merger has been decided in compliance with the provisions of the legal requirements.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

This deed having been read and translated to the proxyholder of the above appearing party, said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-neuf avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«Procter & Gamble Luxembourg Global S.à r.l.», une société à responsabilité limitée ayant un capital social de vingt-deux mille six cent vingt et un US Dollars (USD 22.621,-), ayant son siège social au 26 Boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108 875 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Bastien Burin, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 16 avril 2013.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant est l'associé unique de «PROCTER & GAMBLE INTERNATIONAL S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de un milliard huit cent quatre-vingt-dix-sept millions deux cent dix-huit mille US Dollars (USD 1.897.218.000,-), inscrite au registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 92 036 et ayant son siège social au 26 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 17 février 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 349 du 1 avril 2003. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 5 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1769 du 3 août 2011.

Le comparant représente l'intégralité du capital social et a demandé au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

ATTENDU QUE, le projet de fusion, selon lequel l'Associé Unique sera absorbé par la Société par voie de transmission universelle de l'entière des actifs et passifs de l'Associé Unique à la Société et l'Associé Unique sera dissout, a été publié, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 28 mars 2013, numéro 750 (le «Projet de Fusion»).

ATTENDU QUE, conformément à l'article 267, paragraphe (1) de la Loi, l'Associé Unique a pu prendre dûment connaissance:

- du projet de fusion en date du 20 mars 2013, tel qu'il a été publié et selon lequel l'Associé Unique sera absorbé par la Société par voie de transmission universelle de l'entière des actifs et passifs de l'Associé Unique à la Société et l'Associé Unique sera dissout;

- des comptes annuels et rapports de gestion de la Société des trois (3) derniers exercices comptables;

- des comptes intermédiaires de la Société en date du 28 février 2013;

ATTENDU QUE, l'Associé Unique a pleine connaissance du contexte et des termes et conditions du Projet de Fusion et a décidé de renoncer, conformément à une résolution prise le 20 mars 2013, conformément aux dispositions des articles 265 (3) et 266 (5) de la Loi, à son droit à ce qu'un rapport rédigé par un réviseur d'entreprises agréé (expert indépendant) sur la fusion et un rapport rédigé par le conseil de gérance de la Société lui soient communiqués.

ATTENDU QUE, l'Associé Unique confirme que conformément à l'article 267 de la Loi, les documents énumérés ci-dessus étaient à la disposition de l'Associé Unique au siège social de la Société au moins un mois avant cette assemblée.

ATTENDU QUE, suite à la fusion, la Société acquerra, par transmission universelle de patrimoine, l'entière des actifs et passifs de l'Associé Unique. La fusion sera effective d'un point de vue comptable en date du 29 avril 2013.

PAR CONSEQUENT, l'Associé Unique, après avoir examiné le Projet de Fusion ainsi que le rapport du conseil de gérance y afférent, a décidé d'approuver la fusion et le Projet de Fusion y afférent (la «Fusion»).

L'Associé Unique décide en outre que la Fusion sera effective d'un point de vue comptable en date du 29 avril 2013.

L'Associé Unique note que, par l'apport de tous les actifs et passifs de l'Associé Unique à la Société avec effet immédiat, l'Associé Unique cesse d'exister en date de cette assemblée, conformément à l'article 274 de la Loi.

Deuxième résolution

L'Associé Unique reconnaît qu'il est l'associé unique de la Société et qu'il cessera d'exister après la Fusion. En conséquence, après la Fusion, le nouvel associé de la Société sera l'associé actuel de l'Associé Unique et ce nouvel associé se verra allouer toutes les parts sociales existantes de la Société. L'Associé Unique reconnaît qu'aucune émission de parts sociales n'est prévue en relation avec la Fusion.

Par conséquent, le capital de la Société sera détenu comme suit:

Trente-sept millions neuf cent quarante-quatre mille trois cent soixante (37.944.360) parts sociales par Procter & Gamble Eastern Europe LLC, une société constituée et existant sous les lois des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, Ohio 45202, Etats-Unis d'Amérique, portant le Federal Identification Number 31-1311017.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné atteste avoir vérifié la conformité de cet acte avec les conditions énumérées à l'article 257 et suivants de la Loi et certifie que la fusion a été décidée en conformité avec les dispositions légales requises.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants prés mentionnés, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. BURIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 02 mai 2013. Relation: EAC/2013/5766. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013059033/142.

(130072389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

DekaBank Deutsche Girozentrale Succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1855 Luxembourg, 38, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 19.336.

Seit 1. Mai 2013 ist Herr Martin K. Müller Mitglied des Vorstandes der DekaBank Deutsche Girozentrale, Frankfurt am Main.

Dem Vorstand der DekaBank Deutsche Girozentrale gehören somit folgende Personen an:

- Michael Rüdiger, Vorsitzender des Vorstandes
- Oliver Behrens, Stellvertretender Vorsitzender des Vorstandes
- Dr. Matthias Danne, Mitglied des Vorstandes
- Martin K. Müller, Mitglied des Vorstandes
- Dr. h. c. Friedrich Oelrich, Mitglied des Vorstandes
- Dr. Georg Stocker, Mitglied des Vorstandes.

Die Geschäftsadresse der genannten Herren ist: D-60325 Frankfurt am Main, Mainzer Landstraße 16.

Luxembourg, den 2. Mai 2013.

DekaBank Deutsche Girozentrale Succursale de Luxembourg

Gerd Kiefer / Katja Wilbert

Référence de publication: 2013058646/20.

(130072183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

H CTG S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6-8, rue Adolphe Fisher.

R.C.S. Luxembourg B 152.360.

Par jugement du 30 avril 2013 le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, sur requête de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, a déclaré dissoute la société anonyme H CTG S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B-152.360, établie et ayant son siège social à L-1520 Luxembourg, 6-8, rue Adolphe Fisher.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul Hoffmann, 1^{er} vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg et liquidateur Maître Tom Loesch, avocat à la cour.

Le jugement déclare applicables les dispositions légales relatives à la liquidation de la faillite, sous réserve des modalités dérogatoires suivantes:

La vérification des créances est faite par le liquidateur au fur et à mesure du dépôt des déclarations de créance. Pendant tout le mois d'octobre 2013 les listes avec les créances déclarées admissibles au dépôt au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, deuxième chambre, où les créanciers déclarés et ceux portés au bilan peuvent en prendre inspection. Pendant ce même mois, ces mêmes personnes peuvent former contredit contre les créances figurant sur les prédites listes; le contredit est formé par une déclaration au greffe; mention en est faite par le greffier sur la liste en question, en marge de la créance contredite; la mention porte la date du contredit et l'identité de son auteur ainsi que, le cas échéant, du mandataire procédant à la déclaration de contredit; le contredit doit être réitéré, sous peine d'irrecevabilité, dans les trois jours, par lettre recommandée adressée au liquidateur; il doit contenir, sous peine d'irrecevabilité, les qualités exactes de l'auteur du contredit, élection de domicile dans la commune de Luxembourg, les justifications concernant sa qualité, ainsi que les moyens et pièces invoqués à l'appui du contredit. La recevabilité et le bien-fondé du contredit sont sommairement contrôlés par le liquidateur.

Après expiration du délai fixé au 31 octobre 2013 pour former contredit, les créances déclarées admissibles et non contredites sont admises définitivement.

Le liquidateur informera valablement les créanciers dont les déclarations de créance ont été contestées ou fait l'objet d'un contredit recevable et non dénué de tout fondement, du caractère contesté de leur créance ou de l'existence d'un contredit, par lettre recommandée à l'adresse du domiciliataire, sinon à l'adresse du mandataire étranger, sinon à l'adresse indiquée dans la déclaration de créance, sinon à leur dernière adresse connue. Faute par ces créanciers de procéder par voie d'assignation endéans un délai de 40 (quarante) jours à partir de la date d'envoi à la poste de cette lettre recommandée, la déclaration de créance en question est considérée comme définitivement rejetée. Le liquidateur informera de même les contredisants dont le contredit lui paraît irrecevable ou dénué de tout fondement, du caractère contesté de leur contredit par lettre recommandée au domicile élu.

Faute par le contredisant de procéder par voie d'assignation endéans un délai de 40 (quarante) jours à partir de la date d'envoi à la poste de cette lettre recommandée, son contredit est considéré inexistant et la créance déclarée admise. Le créancier qui procède par voie d'assignation contre le liquidateur et, en cas de contredit, également contre le contredisant, de même que le contredisant qui procède par assignation contre le créancier et le liquidateur, doivent impérativement élire domicile dans la commune de Luxembourg dans l'assignation; à défaut de maintenir ladite élection de domicile pendant la durée de la procédure ou de notification d'un changement de domicile élu au liquidateur, toutes informations ultérieures et toutes significations pourront être valablement données au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, deuxième chambre, tel que prévu par l'article 499, alinéa 2, du Code de commerce. Les contestations qui ne peuvent recevoir une décision immédiate sont disjointes. Celles qui ne sont pas de la compétence du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, sont renvoyées devant le tribunal compétent. Aucune opposition ne sera reçue contre les jugements statuant sur les contestations et contredits.

Les créanciers dont les créances ont été admises en sont informés individuellement par lettre simple du liquidateur. Les créances libellées dans une monnaie autre que l'euro sont à convertir dans cette devise au cours de change du jour du jugement de liquidation, c'est-à-dire au 30 avril 2013, tel qu'il est publié par la Banque centrale européenne et le paiement de toutes les créances admises se fera en euro.

Les créanciers de H CTG S.A. sont invités à déposer leurs déclarations de créance au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, deuxième chambre, Bâtiment CO, Cité-Judiciaire, L-2080 Luxembourg avec les pièces invoquées à l'appui de leurs déclarations.

Pour extrait conforme

Le liquidateur judiciaire

6D, route de Trèves

L-2633 Senningerberg

Luxembourg

M^e Tom Loesch

Avocat à la cour

Référence de publication: 2013059574/61.

(130073154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2013.

Wutang Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 177.004.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-third day of April.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

AnaCap Financial Partners II L.P., a limited partnership, incorporated and existing under the laws of Guernsey, registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1027, having its registered office at Carinthia House, 9-12 The Grange, St Peter Port, Guernsey GY1 4BF,

duly represented by its general partner AnaCap FP GP II Limited incorporated and existing under the laws of Guernsey, registered with the Guernsey Registry under number 48745, having its registered office at Carinthia House, 9-12 The Grange, St Peter Port, Guernsey GY1 4BF,

here represented by Katia Volodine, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Wutang Holdings S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one British Pound (GBP 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and Vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and Powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, Removal and Term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

16.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

17.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

17.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 18. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and Supervision

Art. 19. Auditor(s).

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (reviseur(s) d'entreprises agreee (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 21. Annual accounts and Allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

21.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

23.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on the 31 December 2013.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

All of the twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by AnaCap Financial Partners II L.P., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500), entirely allocated to the share capital.

All the shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution has been produced to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1.200,-.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating sole shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 6, rue Gabriel Lippmann in L-5365 Munsbach (Grand-Duchy of Luxembourg).

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Ms Audrey Lewis, born in Glasgow, Scotland, United Kingdom, on 28 August 1968, with professional address at 25, rue Schlammestee, L-5770 Weiler la Tour, Luxembourg; and

(ii) Mr. Malcolm Lindsay Wilson, born in Nairobi, Kenya, on 10 April 1957, with professional address at Parc d'Activité Syrdall, 6 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg; and

(iii) Mr. Hugo Neumann, born in Amsterdam, the Netherlands, on 21 October 1960, with professional address at 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille treize, le vingt-trois avril.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

AnaCap Financial Partners II L.P., un limited partnership, constitué et existant selon les lois de Guernsey, immatriculé au Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey sous le numéro 1027, ayant son siège social à Carinthia House, 9-12 The Grange, St Peter Port, Guernsey GY1 4BF,

dûment représentée par son gérant commandité AnaCap FP GP II Limited constituée et existant selon les lois de Guernsey, immatriculée au Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey sous le numéro 48745, ayant son siège social à Carinthia House, 9-12 The Grange, St Peter Port, Guernsey GY1 4BF,

dûment représentée par Madame Katia Volodine résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'il souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Wutang Holdings S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations [aux assemblées générales] correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et Vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec la même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et Pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, Révocation des gérants et Durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

15.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

15.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

15.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où les tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 16. Conduite des réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

16.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

16.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

16.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

16.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

16.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

16.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 17. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; Procès-verbaux des décisions du gérant unique.

17.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

17.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 18. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et Surveillance**Art. 19. Commissaire - Réviseur d'entreprises agréé.**

19.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

19.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

19.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

19.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

19.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 20. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

21.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et Primes assimilées.

22.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

22.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

23.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2013.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et Paiement

L'ensemble des douze mille cinq cents parts sociales émises ont été souscrites par AnaCap Financial Partners II L.P., susmentionnée, pour un prix de souscription de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500), entièrement affecté au capital social.

L'ensemble des parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500) est entièrement affecté au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ EUR 1.200,-.

Résolutions de l'associé

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 6, rue Gabriel Lippmann à L-5365 Munsbach (Grand-Duché de Luxembourg).
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée indéterminée:
 - (i) Madame Audrey Lewis, née à Glasgow, Ecosse, Royaume-Uni, le 28 août 1968, résidant professionnellement à 25, rue Schlammees, L-5770 Weiler la Tour, Luxembourg; et

(ii) Monsieur Malcolm Lindsay Wilson, né à Nairobi, Kenya, le 10 avril 1957, résidant professionnellement à Parc d'Activité Syrdall, 6 rue Gabriel Lippmann, L - 5365 Munsbach, Luxembourg; et

(iii) Monsieur Hugo Neumann, né à Amsterdam, aux Pays-Bas, le 21 octobre 1960, résidant professionnellement à 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du comparant que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire du/des comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: K. VOLODINE et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 mai 2013. Relation: LAC/2013/20357. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 mai 2013.

Référence de publication: 2013059163/518.

(130072643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

International Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 8.558.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02.05.2013.

Holger Hildebrandt / Eugen Lehnertz.

Référence de publication: 2013058795/10.

(130072251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

International Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 8.558.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre am 02.05.2013

Die Bestellung von KPMG Luxembourg Sàrl (Geschäftsadresse: 9. Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg) für das am 31. Dezember 2013 endende Geschäftsjahr wurde bereits am 5. Oktober 2012 durch die Gesellschafter beschlossen. Die Generalversammlung beschließt am heutigen Tage die Bestellung von KPMG Luxembourg Sàrl auch für die Folgejahre bis ein gegenteiliger Beschluss erfolgt.

Luxembourg, den 2. Mai 2013.

International Fund Management S.A.

Rainer Mach / Philipp Graf

Référence de publication: 2013058794/15.

(130072210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Foord SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 176.243.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of March.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Foord Asset Management (Guernsey) Limited, a company incorporated and organised under the laws of Guernsey, having its registered office at Trafalgar Court, Admiral Place, St Peter Port, Guernsey, GY1 2JA, represented by Me Gast Juncker, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 25 March 2013.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

This appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme which it intends to incorporate in Luxembourg:

ARTICLES OF INCORPORATION

1. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme, qualifying as a société d'investissement à capital variable with multiple sub-funds under the name of "FOORD SICAV" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders (the "Shareholders") adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

Art. 3. Corporate object. The exclusive object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities, money market instruments and other permissible assets such as referred to in the Act of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended (the "Law"), with the purpose of offering various investment opportunities, spreading investment risk and offering its Shareholders the benefit of the management of the Company's assets.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense within the framework of Part I of the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors (hereafter collegially referred to as the "Board of Directors" or the "Directors" or individually referred to as a "Director") may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

2. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the Company, as defined in Article 11. The minimum capital of the Company shall not be less than the amount prescribed by the Law.

For consolidation purposes, the reference currency of the Company is the United States Dollar (US Dollar).

The initial capital is set at forty-five thousand United States Dollars (USD 45,000.-), divided into four hundred and fifty (450) shares without par value.

Art. 6. Variations in share capital. The share capital may also be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares (each a "Share") or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

Art. 7. Sub-Funds. The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid Shares at any time in accordance with Article 12 hereof without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

Shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different sub-funds corresponding to separate portfolios of assets (each a "Sub-Fund") (which may, as the Board of Directors shall determine, be denominated in different currencies) and the proceeds of the issue of the Shares of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities, money market instruments or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities and other permitted assets, as the Board of Directors shall from time to time determine.

Each Sub-Fund is deemed to be a compartment within the meaning of the Law (in particular article 181 of the Law).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US Dollar, be converted into US Dollar.

Art. 8. Classes of Shares. The Board of Directors may decide, at any time, to create within each Sub-Fund different classes of Shares (each a "Class") which may differ, inter alia, in their charging structure, the minimum investment requirements, the management fees or type of target investors, or correspond to a specific hedging or distribution policy, such as giving right to regular dividend payments ("Distribution Shares") or giving no right to distributions ("Capitalisation Shares"). Fractions of Shares may be issued under the conditions as set out in the Company's sales documents.

When the context so requires, references in these Articles of Incorporation to Sub-Fund(s) shall mean references to Class(es) of Shares and vice-versa.

Art. 9. Form of the Shares. The Company may issue Shares of each Sub-Fund and of each Class of Shares in registered form only.

Ownership of Shares is evidenced by entry in the register of Shareholders of the Company and is represented by confirmation of ownership. The Company will not issue share certificates.

All issued Shares of the Company shall be inscribed in the register of Shareholders shall be kept at the registered office of the Company. Such Share register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number of Shares held by him, the Class of Share, the amounts paid for each such Share, the transfer of Shares and the dates of such transfers. The Share register is conclusive evidence of ownership.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the subscription price, under the conditions disclosed in the sales documents of the Company. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him.

The transfer of a Share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of Shareholders, such declaration of transfer, in a form acceptable to the Company, to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any Shareholder has to indicate to the Company an address to be maintained in the Share register. All notices and announcements of the Company given to Shareholders shall be validly made at such address. Any Shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the Share register. The Shareholder shall be responsible for ensuring that its details, including its address, for the register of Shareholders are kept up to date and shall bear any and all responsibility should any details be incorrect or invalid.

The Company will recognise only one holder in respect of each Share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

If a conversion or a payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, such fraction shall be entered into the register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Art. 10. Limitation to the ownership of Shares. The Board of Directors shall have power to impose or relax such restrictions on any Sub-Fund or Class of Shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Shares of any Sub-Fund in the Company are acquired or held by

(a) any person in breach of any laws or regulations of any country or governmental or regulatory authority if the Company, any Shareholder or any other person (all as determined by the Directors) would suffer any pecuniary or other disadvantage as a result of such breach) or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation (including inter alia any liability that might derive from the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or other laws or requirements of any country or authority.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. person", (as defined hereafter) and any person, firm or corporate body targeted by FATCA.

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any Share and to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares in the Company; and/or

b) at any time require any person whose name is entered in the register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company; and/or

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding Shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares compulsorily purchase from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder.

In such cases enumerated under (a) to (c) above, the Company may compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the Shareholder subject to compulsory repurchase; the Redemption Notice shall specify the Shares to be repurchased as aforesaid, the Redemption Price (as defined here below) to be paid for such Shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by registered mail, addressed to such Shareholder at his last known

address or at his address as indicated in the Share register. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in the redemption notice,

2) The price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be purchased (hereinafter referred to as the "Redemption Price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the Class and the Sub-Fund to which the Shares belong, determined in accordance with Article 11 hereof, as at the date of the Redemption Notice,

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the Redemption Price will be made to the owner of such Shares in the currency in which the Shares are denominated or in certain other currencies as may be determined from time to time by the Board of Directors, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner,

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded pursuant to this Article from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall include a national or resident of the United States of America or any of its states, territories, possessions or areas subject to its jurisdiction (the "United States") and any partnership, corporation or other entity organised or created under the laws of the United States or any political subdivision thereof. The Directors may clarify the term U.S. person in the Company's sales documents.

In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to institutional investors within the meaning of the Article 174 of the Law ("Institutional Investor(s)"). The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board of Directors will convert the relevant Shares into Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Class of Shares or of a Sub-Fund with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant Shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of Shares and consequently refuse for any transfer of Shares to be entered into the register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, (i) each Shareholder who is precluded from holding Shares in the Company who holds Shares of the Company or (ii) each Shareholder who does not qualify as an Institutional Investor who holds Shares in a Class of Shares or of a Sub-Fund restricted to Institutional Investors or, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other Shareholders of the relevant Class of Shares or of a Sub-Fund and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its change of such status.

3. Net asset value, Issue and Repurchase of shares, Suspension of the calculation of the net asset value

Art. 11. Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares in each Sub-Fund of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than twice a month or, subject to regulatory approval, no less than once a month, as the Board of Directors may determine (every such day for determination of the Net Asset Value being referred to herein as the "Valuation Day") on the basis of prices whose references are specified in the Company's sales documents.

The Net Asset Value per Share is expressed in the reference currency of each Sub-Fund/Class and, for each Class of Shares for all Sub-Funds, is determined by dividing the value of the total assets (including accrued income) of each Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares less the total liabilities of such Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares by the total number of Shares of such Class outstanding on any Valuation Day. The Board of Directors may also apply dilution adjustments, swing pricing techniques as disclosed in the Company's sales document.

If since the close of business, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a particular Sub-Fund are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the Net Asset Value per Share of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

A) The assets of the Company shall be deemed to include:

(1) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(2) all bills and demand notes and accounts due (including the price of securities sold but not collected);

(3) all securities, shares, bonds, units/shares in undertakings for collective investment, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;

(4) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind; the Company may however adjust the valuation to check fluctuations of the market value of securities due to trading practices such as a trading ex dividend or ex rights;

(5) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;

(6) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company;

(7) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

i) shares or units in open-ended undertakings for collective investment, which do not have a price quotation on a regulated market, will be valued at the actual net asset value for such shares or units as of the relevant Valuation Day, failing which they shall be valued at the last available net asset value which is calculated prior to such Valuation Day. In the case where events have occurred which have resulted in a material change in the net asset value of such shares or units since the last net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted at their fair value in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board of Directors, such change;

ii) the value of securities (including a share or unit in a closed-ended undertaking for collective investment and in an exchange traded fund) and/or financial derivative instruments which are listed and with a price quoted on any official stock exchange or traded on any other organised market at the last available stock price. Where such securities or other assets are quoted or dealt in on more than one stock exchange or other organised markets, the Board of Directors shall select the principal of such stock exchanges or markets for such purposes;

iii) shares or units in undertakings for collective investment the issue or redemption of which is restricted and in respect of which a secondary market is maintained by dealers who, as principal market-makers, offer prices in response to market conditions may be valued by the Board of Directors in line with such prices;

iv) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

v) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Company;

vi) swap contracts will be valued according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows;

vii) the value of any security or other asset which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price;

viii) any assets or liabilities in currencies other than the currency of the Classes of the Shares will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution;

ix) in the event that any of the securities held in the Company portfolio on the relevant day are not listed on any stock exchange or traded on any organised market or if with respect to securities listed on any stock exchange or traded on any other organised market, the price as determined pursuant to sub-paragraph (ii) is not, in the opinion of the Board of Directors, representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined prudently and in good faith based on the reasonably foreseeable sales price or any other appropriate valuation principles;

x) in the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board of Directors may adopt to the extent such valuation principles are in the best interests of the Shareholders any other appropriate valuation principles for the assets of the Company; and

xi) in circumstances where the interests of the Company or its Shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board of Directors may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets.

If after the Net Asset Value per Share has been calculated, there has been a material change in the quoted prices on the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a particular Sub-Fund is dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. In the case of such a second valuation, all issues, conversions or redemptions of Shares dealt with by the Sub-Fund for such a Valuation Day must be made in accordance with this second valuation.

B) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(1) all loans, bills and accounts payable;

(2) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to management fee, depositary fee and corporate agents' insurance premiums fee and any other fees payable to representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and sales documents printing, financial reports and

other documents made available to Shareholders, marketing and advertisement costs as well as costs incurred in relation to structures which may be required by law or regulations in the jurisdictions in which the Shares are marketed);

(3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the Board of Directors; and

(5) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to Shares in the relevant Class toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C) The Directors shall establish a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(1) the proceeds from the allotment and issue of each Class of Shares of such Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

(2) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(3) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(4) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the Net Asset Values of each pool; provided that all liabilities, attributable to a pool shall be binding on that pool; and

(5) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such dividends.

D) For the purpose of valuation under this Article:

(1) Shares of the Company to be redeemed under Article 12 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(2) Shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(3) all investments, cash balances and other assets of any Sub-Fund expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund;

(4) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable; and

(5) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for management company services (if appointed), asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to Shareholders and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

E) The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more Sub-Fund(s) (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. They may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time or receipt.

Art. 12. Issue, Redemption and Conversion of Shares. The Board of Directors is authorised to issue further fully paid-up Shares of each Class and of each Sub-Fund at any time at a price based on the Net Asset Value per Share for each

Class of Shares and for each Sub-Fund determined in accordance with Article 11 hereof, as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable charges, as approved from time to time by the Board of Directors and described in the Company's sales document not exceeding 10 business days after the relevant Valuation Day. Such price may be rounded upwards or downwards as the Board of Directors may resolve. During any initial offer period to be determined by the Board of Directors and disclosed to investors, the issue price may also be based on an initial subscription price, increased by any dilution levy and/or applicable charges (if any).

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new Shares.

All new Share subscriptions shall, under pain of nullity, be entirely paid-up, and the Shares issued carry the same rights as those Shares in existence on the date of the issuance. The subscription price shall be paid within a period as determined by the Board of Directors and specified in the Company's sales documents.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the Directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Class in any one or more Sub-Funds.

The subscription price (not including the sales commission or any other charges) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws and regulations, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind (if legally required), be paid by contributing to the Company assets acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company. The costs for such subscription in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the shareholder requesting the subscription in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the subscription in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

(i) the Company may determine the notice period required for lodging redemption requests. Applicable notice periods (if any) will be disclosed in the sales documents of the Company;

(ii) in the case of a request for redemption of part of his Shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares of any one Class or in any one Sub-Fund with an aggregate Net Asset Value of less than such amount or number of Shares as the Board of Directors may determine from time to time and as described in the sales documents, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder;

(iii) the Company may limit the total number of Shares of any Sub-Fund which may be redeemed (including conversions) on a Valuation Day to a certain percentage as disclosed in the Company's sales documents of the Net Asset Value of such Sub-Fund on a Valuation Day. Redemption or conversion requests exceeding the threshold determined by the Board of Directors may be deferred as disclosed in the sales documents of the Company. Deferred redemption or conversion requests will be dealt in priority to later requests. Unless otherwise provided for herein, in case of deferral of redemption the relevant Shares shall be redeemed at a price based on the Net Asset Value per Share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company.

The redemption proceeds shall be paid within the timeframe provided for in the sales documents of the Company and shall be based on the price for the relevant Class of Shares of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company.

If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Class of Shares of a given Sub-Fund being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Company's control which make it impossible to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption was requested.

With the consent of or upon request of the Shareholder(s) concerned, the Board of Directors may satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming Shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the Shares to be redeemed as described in the Company's sales documents. Such redemption will, if required by law or regulation, be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board of Directors will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed Shares. The costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the Shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the redemption in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case such costs may be borne in all or in part by the Company. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined

on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Sub-Fund.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Unless otherwise provided for in the sales documents of the Company, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares, provided that the Board of Directors may, in the Company's sales documents:

a) set terms and conditions as to the right and frequency of conversion of Shares between Sub-Funds or between Classes of Shares; and

b) subject conversions to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate Net Asset Value per Share of the Shares held by a Shareholder in any Class of Shares would fall below such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class, as stated in the sales documents.

Such a conversion shall be effected on the basis of the Net Asset Value of the relevant Shares of the different Sub-Funds or Classes of Shares, determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof. The relevant number of Shares may be rounded up or down to a certain number of decimal places as determined by the Board of Directors and described in the sales documents.

Subscription, redemption and conversion requests shall be revocable under the conditions determined by the Board of Directors and disclosed (if any) in the sales documents of the Company as well as in the event of suspension of the Net Asset Value Calculation, as further detailed in Article 13 of these Articles of Incorporation.

Art. 13. Suspension of the calculation of the Net Asset Value and of the issue, the Redemption and the conversion of Shares. The Company may suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Sub-Funds and the issue, redemption and conversion of any Classes of Shares in the following circumstances:

a) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the investments of the relevant Sub-Fund for the time being are quoted, is closed, or during which dealings are substantially restricted or suspended;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal of investments of the relevant Sub-Fund by the Company is not possible;

c) during any period when the publication of an index, underlying of a financial derivative instrument representing a material part of the assets of the relevant Sub-Fund is suspended;

d) during any period when the determination of the net asset value per share of the underlying fund of funds or the dealing of their shares/units in which a Sub-Fund is a materially invested is suspended or restricted;

e) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the relevant Sub-Fund's investments or the current prices on any market or stock exchange;

f) during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of, or in the repayment for any of the relevant Sub-Fund's investments is not possible;

g) from the date on which the Board of Directors decides to liquidate or merge one or more Sub-Fund(s) or Class or in the event of the publication of the convening notice to a general meeting of Shareholders at which a resolution to wind up or merge the Company or one or more Sub-Fund(s) or Class is to be proposed; or

h) during any period when in the opinion of the Directors of the Company there exist circumstances outside the control of the Company where it would be impracticable or unfair towards the Shareholders to continue dealing in Shares of any Sub-Fund of the Company.

The Company may cease the issue, allocation, conversion and redemption of the Shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value of a Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund which is not suspended.

To the extent legally or regulatory required or decided by the Company, Shareholders who have requested conversion or redemption of their Shares will be promptly notified in writing of any such suspension and of the termination thereof. The Board of Directors may also make public such suspension in such a manner as it deems appropriate.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscription, redemption and conversion applications shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of Net Asset Value calculation by the Company.

4. General shareholders' meetings

Art. 14. General provisions. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Company regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 15. Annual general Shareholders' meeting. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the first (1st) Tuesday of June at 10.00 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders or of holders of Shares of any specific Sub-Fund or Class may, where required or appropriate, be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 16. General meetings of Shareholders of Classes of Shares. The Shareholders of any Sub-Fund or any Class of Shares may hold or be convened to, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or Class of Shares.

Two or more Classes of Shares or Sub-Funds may be treated as a single Class or Sub-Fund if such Sub-Funds or Classes would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of Shares relating to the separate Sub-Funds or Classes.

Art. 17. Shareholders' meetings. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each whole Share, regardless of the Class and of the Sub-Fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Fractions of Shares are not entitled to a vote.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to Shares in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

If and to the extent permitted by the Board of Directors for a specific meeting of Shareholders, each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least (i) the name, address or registered office of the relevant Shareholder, (ii) the total number of Shares held by the relevant Shareholder and, if applicable, the number of Shares of each Class held by the relevant Shareholder, (iii) the place, date and time of the general meeting, (iv) the agenda of the general meeting, (v) the proposal submitted for decision of the general meeting, as well as (vi) for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention shall be void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of Shareholders to which they relate.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Where there is more than one Class of Shares or Sub-Fund and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by Shareholders of such Class of Shares or Sub-Fund in accordance with the quorum and majority requirements provided for by this Article.

Art. 18. Notice to the general Shareholders' meetings. Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company. To the extent required by law, the notice shall be published in the Memorial Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of Shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the Shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to participate at a general meeting of Shareholders and to exercise the voting right attached to his Shares will be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date.

5. Management of the company

Art. 19. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not to be Shareholders of the Company.

Art. 20. Duration of the appointment of the Directors, Renewal of the Board of Directors. The Directors shall be elected by a general meeting of Shareholders for a period ending at the next annual general meeting and until their

successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced or an additional director appointed at any time by resolution adopted by the general meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a new Director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of Shareholders.

Art. 21. Committee of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders.

Art. 22. Meetings and Deliberations of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and the Board of Directors, but in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint another Director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of Shareholders and in the case no Director is present, any other person may be appointed as chairman.

The Board of Directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meetings of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such vote.

Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference means, provided that (i) the Director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Directors may only act duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented at a meeting of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman shall have a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and other means capable of evidencing such consent.

The Board of Directors may delegate, under its responsibility and supervision, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors.

Art. 23. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 24. Engagement of the Company vis-à-vis third persons. The Company shall be engaged by the signature of two members of the Board of Directors or by the individual signature of any duly authorised officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 25. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always

in compliance with the principle of risk diversification. When any investment policies are determined and implemented, the Board of Directors shall ensure compliance with the following provisions:

The Board of Directors may decide that investment of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State (as defined by the Law) which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in Europe, Asia, Oceania (including Australia), the American continents and Africa, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities, and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of Directors may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each Sub-Fund of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to any member state of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD") Singapore, or any member state of the G20), or public international bodies of which one or more of Member States of the European Union are members, provided that in the cases where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Sub-Fund concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such Sub-Fund's total net assets.

The Board of Directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and / or over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board of Directors may decide that investments of a Sub-Fund to be made with the aim to replicate a certain index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly owned subsidiaries. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf, carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of Shareholders, Article 48 paragraphs (1) and (2) of the Law do not apply. Any reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

The Company will not invest more than 10% of the net assets of any Sub-Fund in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) e) of the Law unless specifically foreseen in the sales documents of the Company for a Sub-Fund.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more Sub-Funds. The relevant legal provisions on the computation of the Net Asset Value will be applied accordingly. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to the Shares held by a Sub-Fund in another Sub-Fund are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these Shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum capital required by the Law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS Sub-Fund or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Sub-Funds.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, as described in Article 11, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part will be co-managed among themselves.

Art. 26. Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of any such other company or firm.

Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason his connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, that Director or officer shall make such a conflict known to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of Shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board of Directors or by the single Director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 27. Indemnification of the Directors. The Company shall indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

6. Auditor

Art. 28. Auditor. The general meeting of Shareholders shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law and serve until its successor is elected.

7. Annual accounts

Art. 29. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1 January in each year and shall end on 31 December of the same year.

The accounts of the Company shall be expressed in US Dollars or to the extent permitted by laws and regulations such other currency, as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 7 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 30. Distribution Policy. The Shareholders shall, upon proposal from the Directors and within the limits provided by Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of and other distributions shall be effected and may from time to time declare, or authorise the Directors to declare distributions. Distributions may be made out of investment income, capital gains or capital.

For any Sub-Fund or Class of Shares, the Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. Distribution Shares confer in principle on their holders the right to receive dividends declared on the portion of the net assets of the Company attributable to the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below. Accumulation Shares do not in principle confer on their holders the right to dividends. The portion of the net assets of the Company attributable to accumulation Shares of the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below shall automatically increase the Net Asset Value of these Shares.

Dividends may further, in respect of any Class of Shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Class of Shares and which, in such event, will in respect of such Class of Shares, be credited upon issue of Shares and debited upon redemption of Shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such Shares.

Dividends will normally be paid in the currency in which the relevant Class of Shares is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

The Board of Directors may decide that dividends be automatically reinvested for any Sub-Fund or Class of Shares unless a Shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of such dividends. However, no

dividends will be paid if their amount is below an amount to be decided by the Board of Directors from time to time and published in the sales documents of the Company. Such dividends will automatically be reinvested.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum required by law.

Declared dividends not claimed within five years of the due date will lapse and revert to the relevant Sub-Fund or Class. The Board of Directors has all powers and may take all measures necessary for the implement of this position. No interest shall be paid on a dividend declared and held by the Company at the disposal of its beneficiary.

8. Dissolution and Liquidation

Art. 31. Dissolution of the Company. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class of Shares shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class of Shares of each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Class of Shares of each Sub-Fund either in cash or, upon the prior consent of the Shareholder, in kind. Any funds to which Shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the benefit of the persons entitled thereto to the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.

Art. 32. Termination, Division and Amalgamation of Sub-Funds. The Directors may decide at any moment the termination, division and/or amalgamation of any Sub-Fund. In the case of termination of a Sub-Fund, the Directors may offer to the Shareholders of such Sub-Fund the conversion of their Class of Shares into Classes of Shares of another Sub-Fund, under terms fixed by the Directors.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund or such Class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund, the Directors may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Classes issued in such Sub-Fund at the Net Asset Value per Share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Class of Shares prior to the effective date of the redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares will be cancelled in the books of the Company.

Under the same circumstances provided for under this Article the Board of Directors may decide to reorganise a Sub-Fund or Class by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes.

The Board of Directors may decide to consolidate a Class of any Sub-Fund. The Board of Directors may also submit the question of the consolidation of a Class to a meeting of holders of such Class. Such meeting will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund (or Class as the case may be) may, upon proposal from the Board of Directors, (i) decide that all Shares of such Sub-Fund shall be redeemed and the Net Asset Value of the Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) refunded to Shareholders, such Net Asset Value calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect, and/or (ii) decide upon the division of a Sub-Fund or the division, consolidation or amalgamation of Classes of Shares in the same Sub-Fund. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast if such decision does not result in the liquidation of the Company. Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed they shall be forfeited in accordance with Luxembourg Law.

Any merger of a Sub-Fund shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of Shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more Sub-Fund (s) where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of Shareholders for which no quorum is required and that may decide with a simple majority of votes cast. In addition, the provisions on mergers of UCITS set forth in the Law and any implementing regulation (relating in particular to the notification to the Shareholders concerned) shall apply.

Art. 33. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 34. General provisions. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law") and the Law.

Art. 35. Transitional provisions.

- 1) The first financial year shall begin on the day of the incorporation and shall end on 31 December 2013.
- 2) The first annual general meeting shall be held in 2014.

Subscription and Payment

These Articles having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following Shares:

Subscriber	Number of Shares	Subscription price per Share
Foord Asset Management (Guernsey) Limited	450	USD 100
Total	450	USD 45,000

All these Shares have been entirely paid up of by payments in cash, so that the sum of forty-five thousand United States Dollars (USD 45,000.-) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the appearing party as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-

Extraordinary general meeting

The single Shareholder, representing the entire subscribed capital, has taken the following resolutions.

First resolution

The following persons are appointed as Directors of the Company for a period ending with the next annual general meeting:

- 1) Mr Paul Cluer, professionally residing at 8 Forest Mews, Forest Drive, Pinelands, 7405, Cape Town
- 2) Mr Prakash Desai, professionally residing at 80 Raffles Place, UOB Plaza, # 26-04 Singapore, 048624;
- 3) Mr Gast Juncker, professionally residing at 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg.

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The following is elected as approved statutory auditor for a period ending with the next annual general meeting:

Ernst & Young S.A., 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed, including the articles of incorporation, is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, first names, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: G. JUNCKER - H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 mars 2013. Relation: LAC/2013/13991. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le vingt-neuf mars de l'an deu mille treize.

Référence de publication: 2013042249/750.

(130051735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Tugata Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.477.

—
RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L120143291 en date du 14 août 2012.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TUGATA INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013041500/15.

(130051032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

SIX C-IV, société civile, Société Civile Particulière.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg E 5.036.

—
STATUTS

Les soussignés,

1) Monsieur Fatah BOUDJELIDA, juriste, avec adresse professionnelle à 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, né le 13 octobre 1974 à Strasbourg (France);

2) Monsieur Jean-Michel CHAMONARD, conseiller fiscal, avec adresse professionnelle à 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, né le 3 juin 1976 à Lyon (France),

3) Monsieur Olivier FERRES, juriste, avec adresse professionnelle à 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, né le 29 juillet 1961 à Montpellier (France);

4) Monsieur Keith O'DONNELL, expert-comptable, avec adresse professionnelle à 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, né le 12 janvier 1968 à Dublin (Irlande);

5) Monsieur Olivier REMACLE, expert-comptable, avec adresse professionnelle à 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, né le 15 juin 1970 à Messancy (Belgique);

(ci-après, les "Associés-Fondateurs"),

déclarent par la présente former entre eux une société civile dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I - Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé entre les associés (les "Associés-Fondateurs") ci-avant une société civile particulière qui a la dénomination "SIX C-IV, société civile" (ci-après, la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, la mise en valeur de ces participations ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension, le développement et l'exploitation.

Art. 3. Le siège de la Société est établi à Senningerberg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché par décision des gérants.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

La Société sera dissoute de plein droit lorsqu'il n'y aura plus parmi ses associés qu'un seul Associé-Fondateur. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la déconfiture ou la faillite d'un ou de plusieurs associés. Les héritiers ou ayants droit ne pourront en aucun cas requérir l'apposition de scellés sur les biens et propres de la Société, ni ne s'immiscer d'aucune manière dans les actes de gestion, sauf exception statutaire.

II - Capital social

Art. 5. Le capital social est fixé à quatre mille Euro (EUR 4.000,00), représenté par quatre cent (400) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de dix Euro (EUR 10,00).

Art. 6. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices ainsi que l'affectation des pertes, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes. Les bénéfices réalisés sont affectés aux comptes courants des associés et distribués sans décision préalable d'une assemblée générale. Le droit de vote est organisé conformément à l'article 24 des présents statuts.

III. - Transmission des parts, Cession volontaire, Cession obligatoire

III.1. - Transmission de parts - Règles générales

Art. 7. Toute cession de parts, sans préjudice de formalités supplémentaires prévues aux présents statuts, s'opérera par acte authentique ou sous seing privé suivant les dispositions de l'article 1690 du Code civil.

Art. 8. Toute cession de parts d'un associé ne pourra porter que sur l'intégralité des parts détenues par cet associé.

Art. 9. Toute cession de parts comportera l'obligation de transfert simultané de toute créance ou dette de l'associé cédant envers la Société. Il sera tenu compte de ces sommes dans la détermination du prix de rachat.

Art. 10. En cas de contestation du prix de cession tel que défini ci-dessous sous sections III.2 et III.3, le prix des parts cédées est déterminé conformément aux dispositions statutaires, par trois (3) arbitres à nommer d'un commun accord. Ils seront nommés et trancheront conformément aux règles d'arbitrage en vigueur de la Chambre de Commerce de Luxembourg et suivant la loi luxembourgeoise.

Art. 11. En cas de rachat par les autres associés, le prix de rachat sera payable immédiatement. En cas de rachat par la Société, le prix de rachat pourra, à l'initiative de la Société, être échelonné en trois (3) tranches annuelles dont la première est échue dans les trois (3) mois du rachat. Le montant du prix de cession non payé aux échéances fixées, portera intérêt à partir de la date de cession au taux d'intérêt légal en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg à la date de l'échéance, augmenté de trois pour-cent (3%).

Art. 12. L'Associé-Fondateur qui perd sa qualité d'actionnaire de Lupercus Partners S.A., société anonyme inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161802 (ou toute société y succédant) ou dont le contrat d'emploi avec une des sociétés affiliées, directement ou indirectement à Lupercus Partners S.A. est résilié, pour toute raison autre que celle décrite à l'article 16 des présents statuts (départ en retraite, préretraite ou institution similaire, accord,) est autorisé à garder ses parts dans la Société. Lorsqu'il désire céder ses parts dans la Société, il doit en informer la Société dans les trois (3) mois de la perte de sa qualité d'actionnaire de Lupercus Partners S.A. La cession sera réalisée suivant les règles de la Cession volontaire décrite à la section III.2 des présents statuts.

III.2. - Cession volontaire

Art. 13. Les cessions de parts volontaires ne sont autorisées - sauf accord unanime de tous les associés ayant droit de vote, sans tenir compte des parts sociales du cédant - que dans l'hypothèse de l'article 12 des présents statuts.

Art. 14. La cession entre associés est régie comme suit: Tout associé autorisé à céder ses parts à un ou plusieurs autres associés doit en informer par lettre recommandée les gérants, qui, à cet effet, dans un délai d'un (1) mois, convoquent une assemblée générale délibérant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, ayant pour ordre du jour l'agrément de la cession. Lorsque cette assemblée générale refuse d'agréer la cession, la Société peut dans un délai d'un (1) mois à compter du refus, racheter les parts visées à l'alinéa précédent, pour son propre compte.

Le non-exercice du droit de rachat par la Société ouvre un droit de préemption sur les parts au profit de tous les coassociés du cédant au prorata de leurs parts dans la Société.

Le rachat effectué par la Société comporte l'obligation de procéder concomitamment à l'annulation de ces parts et à la réduction correspondante de son capital.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé font naître le droit de rachat au profit de la Société et subsidiairement le droit de préemption au profit des coassociés du défunt, de l'interdit, du failli et de l'associé en déconfiture conformément aux stipulations des alinéas précédents.

Art. 15. Le prix de rachat pour toutes les hypothèses de cette sous-section III.2 article sera le prix de marché des parts rachetées.

III.3. - Cession obligatoire

Art. 16. Tout associé de la Société, exclu de l'actionnariat de la société anonyme de droit luxembourgeois Lupercus Partners S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161802 ou dont le contrat d'emploi avec une des sociétés affiliées, directement ou indirectement à Lupercus Partners S.A. est résilié, suivant les dispositions des statuts de celle-ci, est obligé de céder ses parts dans la Société.

Ces parts seront disponibles au rachat par les autres associés au prorata de leur participation dans le capital de la Société. Si un ou plusieurs associés renoncent au rachat, les parts demeurant disponibles seront offertes aux autres associés, toujours au prorata de leur participation dans le capital de la Société.

Lorsque, un mois après exclusion de l'actionnariat de Lupercus Partners S.A. ou de résiliation du contrat d'emploi, toutes les parts de l'associé sortant dans la Société n'ont pas été rachetées par les associés restants, la Société aura

l'obligation de racheter ces parts restantes et de procéder concomitamment à l'annulation de ces parts et à la réduction correspondante de son capital.

Art. 17. Le prix de rachat pour toutes les hypothèses de cet article sera le plus bas des:

- prix de marché des parts rachetées, et
- coût d'acquisition des parts rachetées augmenté d'un intérêt annuel au taux d'intérêt légal augmenté de trois pour-cent (3%).

IV. - Responsabilité des associés

Art. 18. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la Société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il détient. Vis-à-vis des créanciers de la Société les associés sont tenus des dettes de la Société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il détient.

Dans tous actes qui contiendront des engagements au nom de la Société, les gérants devront, sauf accord contraire et unanime des associés, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les associés, de sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la Société et sur les biens qui lui appartiennent.

En cas d'accord contraire et unanime des associés, les gérants devront, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une restriction du droit de poursuite à l'encontre des associés en fonction de leur participation au capital de la Société.

V. - Gérance, Année sociale, Assemblées

Art. 19. La Société est gérée par les ses gérants nommés par rassemblée générale des Associés-Fondateurs. Seul un Associé-Fondateur avec droit de vote pourra être gérant.

Art. 20. Les gérants ont les pouvoirs de disposition les plus étendus pour gérer la Société et l'engager en toutes circonstances. Ils ont tous les pouvoirs non réservés expressément par les statuts à l'assemblée générale. Les décisions sont prises à la majorité. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance. Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conference call par téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous Ses gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Toute cession ou autre transfert partiel ou intégral de toute participation de la Société requiert en plus l'approbation préalable donnée par une assemblée générale délibérant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire.

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Les gérants établiront chaque année un bilan et un compte de profits et pertes au trente et un décembre.

Art. 22. Les assemblées des associés sont convoquées par les gérants, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, moyennant lettre recommandée à la poste, courrier électronique ou par tout autre moyen écrit, avec confirmation de réception, avec un préavis d'une semaine au moins et l'indication de l'ordre du jour dans les convocations. L'assemblée doit également être convoquée par les gérants dans la quinzaine de la réception de la demande et dans les mêmes formes que ci-dessus, lorsqu'un ou plusieurs associés possédant au moins vingt pour cent du capital social en font la demande par lettre recommandée, courrier électronique ou par tout autre moyen écrit, avec confirmation de réception en indiquant l'ordre du jour de l'assemblée.

Toutefois, pour autant que tous les associés soient présents et d'accord à ce sujet, des questions ne figurant pas à l'ordre du jour peuvent être valablement discutées et votées.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les associés ayant droit de vote, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une assemblée générale des associés.

Art. 23. Les associés se réunissent chaque année en assemblée endéans les quatre mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 24. Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales et chacun d'eux peut s'y faire représenter par un autre associé.

Chaque part sociale dispose d'un droit de vote tant qu'elles sont détenues par les Associés Fondateurs, sans pour autant qu'un associé ne puisse exercer plus de vingt-cinq pour-cent (25%) des droits de vote totaux. En cas de transmission ou cession des parts à un associé non fondateur, le droit de vote de ces parts est suspendu. Lorsqu'un Associé Fondateur ne sera plus actionnaire, pour quelque raison que ce soit, de la société anonyme de droit luxembourgeois Lupercus Partners S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161802 ou ne sera plus employé par une société affiliée, directement ou indirectement à Lupercus Partners S.A., le droit de vote de ses parts est suspendu. Cet associé pourra toutefois assister aux assemblées et s'y exprimer.

Lorsqu'une part est en indivision ou grevée le cas échéant d'un usufruit, les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier doivent désigner une seule personne pour se faire représenter à l'égard de la Société pour assister aux assemblées.

Art. 25. Lorsque l'assemblée ordinaire est appelée à délibérer elle doit être composée d'associés représentant la moitié au moins de toutes les parts ayant droit de vote. Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau endéans un mois et elle délibère valablement quel que soit le nombre de parts représentées, mais seulement sur les points à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés avec droit de vote, présents ou représentés.

Art. 26. L'assemblée générale ordinaire arrête les comptes annuels, entend le rapport des gérants sur les affaires sociales, accorde ou refuse la décharge aux gérants, délibère sur toutes propositions portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 27. L'assemblée générale extraordinaire est celle qui peut apporter toutes modifications aux statuts, quelle qu'en soit la nature.

L'assemblée extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés, possédant au moins soixante pour-cent (60%) des parts sociales ayant droit de vote, sont présents ou représentés, les délibérations étant prises à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés ayant droit de vote.

VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 28. La Société est dissoute de plein droit, lorsqu'il n'y aura plus qu'un seul Associé-Fondateur.

Cet Associé-Fondateur est de plein droit liquidateur.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation, les mêmes attributions que durant le cours de la Société. Elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus au liquidateur.

L'actif net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti en nature entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

VII. - Disposition Générale

Art. 29. Les articles 1832 à 1872 du Code civil trouveront application partout où il n'y est pas dérogé par les statuts et par les conventions sous seing privé entre associés.

Souscription

Les statuts de la Société ayant ainsi été établis, les comparants ès-qualités qu'ils agissent, déclarent souscrire aux quatre cent (400) parts sociales comme suit:

- Fatah BOUDJELIDA, prénommé, cinquante parts sociales	50
- Jean Michel CHAMONARD, prénommé, soixante parts sociales	60
- Olivier FERRES, prénommé, cinquante parts sociales	50
- Keith O'DONNELL, prénommé, cent parts sociales	100
- Olivier REMACLE, prénommé, cent quarante parts sociales	140
Total: quatre cent parts sociales	400

Toutes les parts sociales ont été ou seront intégralement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de quatre mille Euro (EUR 4.000,00) sera à la libre disposition de la Société, ce que les associés reconnaissent expressément.

Réunion en Assemblée Générale

Et à l'instant, les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants pour une durée Indéterminée:

- Monsieur Fatah Boudjelida, prénommé;
- Monsieur Jean-Michel Chamonard, prénommé;
- Monsieur Olivier Ferres, prénommé;
- Monsieur Keith O'Donnell, prénommé;
- Monsieur Olivier Remacle, prénommé;

La Société sera valablement engagée vis-à-vis de tiers ainsi que pour toute ouverture et opération sur compte bancaire par la signature conjointe de deux (2) gérants.

2. Le siège de la Société est établi à 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg,

Exécuté en six (6) originaux à Senningerberg, le 18 mars 2013.

Fatah Boudjelida / Jean-Michel Chamonard /
Olivier Ferres / Keith O'Donnell /
Olivier Remacle.

Référence de publication: 2013037181/197.

(130045029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2013.

ORDINA Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 13, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 109.736.

L'an deux mille treize, le vingt-cinq février.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Se réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ORDINA Luxembourg SA, avec siège social au 94, Route d'Arlon, L-8311 Capellen, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 109736, constituée le 28 juillet 2005 suivant un acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1298 du 30 novembre 2005, dont les statuts ont été modifiés en date du 14 novembre 2008 suivant un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 405 du 24 février 2009.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nicolas FELTGEN, expert-comptable, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Carine GRUNDHEBER, licenciée en lettres modernes, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Patrick VAN HEES, juriste, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et requiert au notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social de la société de L-8311 Capellen, 94, Route d'Arlon, à L-8399 Windhof, Ecoparc-Solarwind, 13, rue de l'Industrie, avec effet au 1^{er} janvier 2013.

2. Modification du 2^{ème} alinéa de l'article 1 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Windhof.»

II) L'actionnaire unique, le nombre d'actions qu'il détient et le nom de son mandataire sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par le mandataire de l'actionnaire unique, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La procuration de l'actionnaire représenté, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera aussi annexée au présent acte.

III) Il résulte de la liste de présence que les 312 (trois cent douze) actions, représentant l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le Président constate que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de L-8311 Capellen, 94, Route d'Arlon, à L-8399 Windhof, Ecoparc-Solarwind, 13, rue de l'Industrie, avec effet au 1^{er} janvier 2013.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le 2^{ème} alinéa de l'article 1 des statuts comme suit:

«Le siège social est établi à Windhof.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ huit cent cinquante euros (EUR 850,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Nicolas FELTGEN, Carine GRUNDHEBER, Patrick VAN HEES,, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 01 mars 2013. Relation GRE/2013/901. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR CONFORME.

Junglinster, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013037075/57.

(130045804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2013.

GPI, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 81.941.

—
Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 20 décembre 2012, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

- non renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de H.R.T. Revision, avec siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg;

- nomination de H.R.T. Révision S.A., avec siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, au mandat de réviseur d'entreprises indépendant, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013042274/16.

(130051311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Séminaire Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 65.937.

—
I. Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 mars 2013

6^{ème} Résolution:

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire devant arriver à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2013, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet immédiat et jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2016, le mandat des Administrateurs, Monsieur Christophe BLONDEAU, employé privé, né le 28 février 1954 à Anvers, résidant professionnellement au 163 Rue du Kiem, L-8030 Strassen, Monsieur Philippe RICHELLE, employé privé, né le 17 octobre 1962 à Verviers, résidant professionnellement au 163 Rue du Kiem, L-8030 Strassen, Madame Cornelia METTLEN, employée privée, née le 29 janvier 1963 à Sankt Vith, résidant professionnellement au 163 Rue du Kiem, L-8030 Strassen.

L'Assemblée Générale décide de renouveler, avec effet immédiat, le mandat du Commissaire, H.R.T. REVISION S.A., avec siège social au 163 Rue du Kiem, L-8030 Strassen, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2016.

II. Résolution unique prise par le Conseil d'Administration le 11 mars 2013

Le Conseil d'Administration décide d'élire Monsieur Philippe RICHELLE, Administrateur, né le 17 octobre 1962 à Verviers (Belgique), résidant professionnellement au 163 Rue du Kiem, L-8030 Strassen comme nouveau Président du Conseil d'Administration. Il occupera cette fonction pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur dans la société, à savoir jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SEMINAIRE INVESTISSEMENT S.A.

Référence de publication: 2013041428/25.

(130050437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Schilz Tortechnik, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6581 Rosport, 9, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 160.291.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013041423/10.

(130050843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.
